

**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie  
n° 2021-10 du 7 octobre 2021 relative aux prochains tarifs péréqués  
d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel des  
Entreprises Locales de Distribution (ATRD6 des ELD)**

**Réponses de R-GDS**

Les réponses de R-GDS à cette consultation publique sont constituées des réponses des GRD du SPEGNN (cf. document spécifique), complétées des éléments suivants :

**Contexte et objectifs de la consultation publique**

**Question 1 :** Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par les ELD gaz et la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

En complément des principaux enjeux rappelés par la CRE dans la consultation publique, les éléments spécifiques de contexte et d'enjeux sur le territoire de R-GDS sont rappelés ci-après :

- Accroissement de la concurrence des réseaux de chaleur sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg
- Amplification des ambitions en matière de réhabilitation énergétique
- Potentiel de remplacement des installations fonctionnant au fioul par l'énergie gaz
- Augmentation des besoins en matière de Gaz Naturel Véhicule (GNV) pour les véhicules lourds (bennes à ordures, bus...) dans le contexte de nécessité de réduction de la pollution de l'air et de création de la Zone à Faibles Emissions (ZFE) dans le cadre de la loi Climat Résilience
- Intégration en concession de près de 30 000 canalisations situées en amont des dispositifs de comptage.

Ces éléments de contexte et d'enjeux spécifiques à R-GDS ont fait l'objet d'un développement dans le dossier de demande tarifaire transmis par R-GDS à la CRE le 19/04/2021.

## Niveau tarifaire

### Question 19 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation des ELD ?

#### Ajustement sur les budgets de développement du nombre de consommateurs

Le 05/11/21, R-GDS a transmis à la CRE un argumentaire détaillé en faveur du maintien d'un budget de développement du nombre de consommateurs, basé sur l'option de recentrage des actions proposée par la CRE. En effet, les actions d'animation de filière et de conversion fioul-gaz ou charbon-gaz sont indispensables pour limiter la baisse des consommations et du nombre de clients, et comme l'indique la CRE, elles permettent une réduction immédiate des émissions de CO<sub>2</sub>.

Nous demandons que les montants liés à l'animation de filière soient également retenus pour le segment de marché des constructions neuves, ce qui nous donnera les moyens pour :

- identifier en amont les opportunités de placement de l'énergie gaz,
- rester au contact de la filière pour promouvoir des solutions intégrant le gaz vert,
- trouver un positionnement pour le gaz vert dans le mix énergétique et appuyer son intégration dans les évolutions futures de la réglementation.

Nous regrettons toutefois que la CRE n'ait pas retenu les aides commerciales destinées au développement du GNV et du bioGNV. Plus précisément, nous avons prévu d'accorder une prime de 1 000 € à une collectivité ou une entreprise située sur la zone de desserte de R-GDS pour l'achat d'un premier véhicule bioGNC d'au moins 3,5 tonnes, et ceci dans le contexte de mise en place de la Zone à Faible Emission sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

R-GDS rappelle par ailleurs à la CRE, que les très bons résultats obtenus au cours de la période ATRD5 dans le cadre de la régulation incitative du nombre de consommateurs raccordés aux réseaux de gaz sont non seulement le fruit d'éléments conjoncturels favorables au gaz (RT 2012, potentiel de conversion fioul-gaz...), mais sont également liés aux montants des aides pour la promotion du gaz que R-GDS a pu dépenser au cours de la période 2018-2021.

Enfin, nous rappelons que les dépenses prévisionnelles de communication du BP OPEX ATRD6 de R-GDS, sont bien distinctes du budget « développement ». Nous demandons donc leur maintien pour la période 2022-2025. Comme indiqué à la CRE, ces dépenses concernent essentiellement les actions envers :

- le personnel de R-GDS,
- les candidats potentiels aux métiers du gaz,
- les collectivités concédantes,
- les partenaires.

### Ajustement sur les budgets de R&D

S'agissant des ajustements portant sur les budgets de R&D susceptibles de faire partie d'une démarche de mutualisation, nous notons que la Commission de Régulation de l'Energie envisage de retenir le budget le plus important parmi les demandes formulées et de répartir ce montant également entre toutes les ELD concernées.

Outre les éléments développés par les GRD du SPEGNN à la question 14, la Commission de Régulation de l'Energie a déterminé qu'un "projet d'injection d'hydrogène dans les réseaux" était susceptible de faire partie d'une démarche de mutualisation entre Régaz-Bordeaux, R-GDS et Gédia, ce qui est inexact.

Les projets de Régaz-Bordeaux et R-GDS sont très similaires et peuvent en effet faire l'objet d'une démarche de mutualisation, alors que le projet de Gédia adresse la production d'hydrogène et la mobilité.

Aussi, R-GDS propose que les 1139 k€ d'ajustements envisagés par la Commission de Régulation de l'Energie demandés par R-GDS pour son "projet d'injection d'hydrogène dans les réseaux" soient répartis également entre R-GDS et Régaz-Bordeaux, dans une enveloppe commune d'un montant de 570 k€ pour R-GDS et 570 k€ pour Régaz-Bordeaux, toutes choses étant égales par ailleurs.